

# **L'Humanité** **rouge**

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

mercredi  
2 juin 1976  
No 501

1,50 F

B.P. 61  
75861 Paris Cedex 18  
CCP 30 226 72  
La Source

Commission paritaire  
No 57952

## **La vente de centrales nucléaires à Pretoria**

### **Un coup de poignard dans le dos des pays africains**

Giscard peut se féliciter, il a la bénédiction des fascistes d'Afrique du Sud pour la vente de centrales nucléaires. Il s'agit de centrales nucléaires à eau pressurisée 992 mégawatts. L'utilisation qui pourra en être faite par les oppresseurs fascistes du peuple d'Afrique du Sud sera du domaine civil, pacifique. Mais l'on sait bien — et le gouvernement français le sait aussi — que ces centrales sont susceptibles d'aider les fascistes de Pretoria à se doter rapidement de l'arme atomique.

Israël qui se prétend représentant et défenseur des juifs entretient des relations un peu spéciales avec ce régime, qui pourtant peut rappeler à bon nombre de juifs les atrocités nazies, Israël entraîne ses troupes avec ce pays de l'apartheid.

Le secrétaire général adjoint de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), M. Kamanda Wa Kamanda, a quant à lui exprimé son grand étonnement et sa perplexité. Deux semaines à peine après la clôture du sommet franco-africain de Paris, a-t-il déclaré, la vente de deux centrales nucléaires françaises au régime Le Gal, minoritaire et raciste de Pretoria nous surprend au plus haut point. Il nous est difficile de comprendre les motivations profondes d'un tel geste. Nous nous posons la question de savoir si la France gouvernante, en prenant l'initiative du sommet franco-africain de Paris, a voulu piéger l'Afrique, a-t-il ajouté.

De son côté, la délégation européenne du mouvement de libération de la Namibie — SWAPO a envoyé un télégramme de protestation au gouvernement français, dans lequel on peut lire : « La France en prenant cette décision s'est placée résolument du côté des ennemis de l'Afrique ».

(Suite p. 3)

## **Romain Le Gal toujours détenu**

# **INTENSIFIER L'ACTION CONTRE LA REPRESSION**

### **JOURNEE D'ACTION LE 26 JUIN**

Voici maintenant près de deux mois que Romain Le Gal, employé municipal marxiste-léniniste et syndicaliste CFDT a été emprisonné sur ordre du gouvernement. Voici maintenant près de deux mois que traîne l'instruction de son dossier en cour de sûreté de l'État pour reconstitution du Parti communiste marxiste-léniniste de France. Voici maintenant près de deux mois que les magistrats chargés de préparer le jugement de cet ouvrier s'acharnent à grossir des « pièces à conviction » ridiculement insignifiantes. Et comble de mesquinerie voilà plus d'un mois que Romain Le Gal continue d'être détenu en dépit des propres règles de la justice bourgeoise.

Quelle dérision qu'un gouvernement qui en est réduit à monter d'aussi inconsistants procès que celui d'un petit paysan soi-disant identifié de dos sur une photo lors d'un affrontement avec les forces de répression ou celui de militants marxistes-léninistes identifiés d'après un bout de papier. Tout se passe en somme, comme si la bourgeoisie détentrice du pouvoir d'État et son gouvernement s'évertuaient par tous les moyens à démontrer le caractère de classe de sa justice. Indulgence, laisser-faire et complicité à l'égard des capitalistes criminels responsables de la mort d'ouvriers dans « des accidents du travail », à l'égard de capitalistes voleurs de « fonds publics », ou à l'égard de tueurs d'ouvriers immigrés, d'un côté ; acharnement et déchaînement de procédures à l'égard de simples travailleurs coupables d'avoir mené la lutte

pour leurs justes droits, de l'autre.

De plus, non seulement le gouvernement a remis en marche cette fameuse juridiction d'exception, ouvertement politique, qui est la cour de sûreté de l'État, mais inquiet de l'effritement de son pouvoir il s'est lancé dans des accusations montées à la va-vite, indéfendables à tel point que les soldats emprisonnés à l'automne dernier ont été relâchés sans tambour ni trompette tandis que leur procès est abandonné.

Tout cela démontre une chose : c'est que la classe ouvrière, les masses populaires, les militants révolutionnaires ne doivent accorder aucun crédit à la justice bourgeoise mais doivent compter uniquement sur leurs forces pour mettre en accusation les accusateurs et exiger la libération des emprisonnés et la levée des inculpations.

C'est pourquoi il est indispensable d'étendre et d'approfondir le mouvement pour la libération de Le Gal, Teisseyre, Siméoni et des autres détenus politiques. Aussi appelons-nous tous nos lecteurs à se transformer en d'actifs défenseurs de la juste cause des emprisonnés politiques notamment de Romain Le Gal autour duquel les organes « d'information » bourgeois cherchent à établir un mur du silence.

Il est urgent et indispensable de briser ce complot du silence, élément fondamental des mauvais coups en préparation contre des marxistes-léninistes. Dans ce cadre nous appelons à une nouvelle journée d'action marquée par une manifestation centrale à Paris le samedi 26 juin.

En avant camarades, à l'action pour préparer une mobilisation d'ampleur contre la répression le 26 juin !

Que les murs se couvrent de slogans et d'affiches exigeant la libération de Le Gal et de tous les emprisonnés politiques !

Que se multiplient les initiatives de masse pour soutenir les détenus politiques !

## **37e Congrès de la CFDT COMMENT PASSER AU SOCIALISME Une question essentielle à débattre**

La résolution générale du 37e Congrès confédéral d'Anancy n'a été adoptée que par 60 % des mandats alors que 20 % votaient contre et 20 % s'abstenaient. L'élection du nouveau bureau national, où six dirigeants présentés par des fédérations et une union régionale signataires d'un texte de contribution opposé à la résolution générale avant le congrès, firent les plus gros scores électoraux, montre qu'il y a eu quelques changements à ce congrès par rapport aux précédents. C'est la première fois qu'un bureau national partira avec seulement 60 % d'approba-

tion du texte final en poche ! C'est-à-dire qu'un des buts recherchés par les dirigeants CFDT à Anancy n'aura pas été atteint puisqu'ils affirmaient, dans une conférence de presse du mercredi matin, que leur intention était d'apporter la démonstration d'une CFDT massivement unie derrière sa direction. Le très faible nombre de voix recueilli par le responsable du secteur international (à peine la moitié des mandats inscrits) pour sa réélection, directement lié à l'expulsion le premier jour du représentant de l'ambassade US, invité du bureau

(Suite p. 3)

## **Face aux menaces de guerre LA SUISSE RENFORCE SA DEFENSE CIVILE**



A Sempach, près de Lucerne, les membres de la défense civile s'entraînent à éteindre l'incendie dû au bombardement des avions ennemis au cours d'une manœuvre (photo Chine nouvelle).

Face à la dispute fiévreuse qui met aux prises en Europe les deux superpuissances, et en particulier à la menace militaire du social-impérialisme, la Suisse attache une grande importance à sa défense civile. Jusqu'en 1975, elle avait des abris pour accueillir quatre millions et demi de

personnes, soit les deux tiers de la population, ainsi que 600 postes de commandement souterrains.

La Suisse compte quatre cent mille membres de la défense civile qui s'entraînent régulièrement.

(Suite page 2)

## ITALIE (2)

# le PCI : Une solution pour les monopoles italiens

Face à cette situation la bourgeoisie italienne utilise en permanence deux armes bien connues : d'une part «la carotte» d'autre part le «bâton». Le «bâton», ce sont essentiellement les nombreux groupes fascistes entretenus par l'impérialisme américain qui multiplient les agressions, les attentats, les crimes, les provocations, tous restés impunis et dont on utilise la menace en permanence sur la «démocratie», même si pour le moment on n'est pas décidé à s'en servir plus. L'autre arme, c'est comme en France, celle de l'électoralisme, arme assez efficace et trompeuse dans un pays où la tradition parlementaire est toute récente et où l'expérience de la «gauche» au pouvoir n'a pas encore été faite.

**UN PARTI RÉVISIONNISTE A 100 P. 100**

Vers qui donc se tourner ? Tout naturellement vers l'autre pôle de la vie parlementaire italienne : la «gauche» et particulièrement vers le PCI.

Le PSI, nous l'avons dit, est assez faible bien que son influence dans certaines couches de la bourgeoisie ne soit pas négligeable, mais lui-même s'est compromis avec la démocratie chrétienne en participant aux gouvernements de «centre gauche».

Le PCI, lui, n'a jamais participé au gouvernement il apparaît donc comme un parti ayant les «mains propres», un parti «sérieux»,

ayant de «bons administrateurs», un parti «responsable» et même, pour certains, «national» puisqu'il a des divergences avec le parti d'Union soviétique.

Ce parti est cependant un parti engagé depuis

nombre d'entre eux avaient donné leur vie.

De la «voie italienne au socialisme» par l'intermédiaire des «réformes de structures» de Togliatti au «compromis historique» il n'y avait qu'un tout petit

paraitre énorme pour un parti qui se dit encore communiste, cela n'a rien d'étonnant pour un parti qui n'a même pas eu à supprimer la dictature du prolétariat de son programme et de ses statuts puisque cela est fait depuis des années. Il vient encore ces derniers jours de donner à la bourgeoisie des garanties supplémentaires au sujet de l'Europe, du «respect des alliances» de la sauvegarde du système capitaliste, du maintien de la paix sociale, tout particulièrement en s'engageant, par l'intermédiaire de la CGIL (CGT italienne), à lutter contre «l'absentéisme dans les usines». Les patrons de l'industrie qui ont accepté de se porter sur les listes électorales du PCI ont donc pu le faire en toute sécurité.

Depuis des années le PCI a pratiqué une politique d'intégration et de pénétration progressive dans les structures de l'État capitaliste : on peut trouver, en effet, des membres du PCI dans la direction de la plupart des grandes entreprises nationalisées comme «Alitalia» (aviation), la RAI (Radio-télé), les grands organismes d'État comme l'ENI (Institut national des hydrocarbures), ils dirigent en Toscane par exemple, de grandes coopératives de production et de consommation employant un important personnel salarié, on les retrouve également à la tête des hôpitaux, des universités, des instituts de recherche, dans les milieux du cinéma et du théâtre, tous secteurs où l'on ne veut pas du socialisme mais d'un système capitaliste moderne possédant une technologie avancée.

C'est donc à travers ces entreprises et organismes que le PCI est arrivé à se tailler la réputation d'un bon administrateur, capable d'opposer un système «propre» à la pourriture de celui de la démocratie chrétienne d'autant plus que s'emparant peu à peu de nombreuses municipalités, de nombreuses régions, il confirmait cette impression et rassurait la bourgeoisie.

C'est ce qui explique qu'une grande partie des masses populaires, véritablement révoltées par la démocratie chrétienne et trompées par les promesses électorales, s'appête à voter pour le PCI mais aussi qu'une partie non négligeable de la démocratie chrétienne se soit prononcée pour l'alliance avec lui d'autant plus que cette alliance laisse entrevoir l'ouverture encore plus grande de marché d'Europe de l'Est aux produits industriels et agricoles de l'Italie.



Une affiche électorale révisionniste : Avec le PCI... pour la collaboration... de classe ! (photo HR)

longtemps, sous la direction de Togliatti, de Longo puis de Berlinguer, dans la voie révisionniste. En fait il a pris irrémédiablement cette voie depuis la Libération, la remise des armes des partisans, l'abandon total du pouvoir à la bourgeoisie, alors que les communistes avaient été pratiquement la seule force à s'engager à fond dans la lutte antifasciste, avaient dirigé la lutte de libération pour laquelle

pas que le «marquis de Berlinguer» a pu franchir facilement.

## LE NOYAUTAGE DE L'ÉTAT

Aujourd'hui le PCI appelle à «sauver le pays», à la «collaboration démocratique», à la «solidarité nationale», à «renforcer la démocratie et sauver les institutions», si cela peut nous ap-

## Face aux menaces de guerre

### La Suisse renforce sa défense civile

Suite de la page une.

Dans le canton de Lucerne où se sont rendus récemment des journalistes de l'agence Chine nouvelle, un responsable de la défense civile a expliqué que 23 000 des 300 000 habitants du canton sont membres permanents de la défense civile qui organise chaque mois deux exercices.

Faisant le récit de leur visite, les journalistes chinois ont souligné à propos des nouvelles installations en cours de construction dans ce canton que «celles-ci sont les plus grandes du genre en Suisse et disposent en outre d'équipements utilisés par les unités militaires en opération. Elles comprennent des tunnels longs et larges et un vaste bâtiment souterrain de sept étages. Chaque étage possède des installations pour les communications, le ravitaillement, la médecine, le commandement, la sécurité et l'administration technique. Il y a également dans les galeries des bureaux et des équipements d'usage courant. Toutes ces installations permettront de faire face à une attaque atomique.

En outre, ce centre d'entraînement possède une usine de réparation souterraine qui assure la réparation du matériel et des équipements de la défense civile du canton de Lucerne.

Tout près du centre, se trouve un hôpital souterrain dont les équipements répondent aux exigences d'une guerre moderne : capables de rejeter les gaz et la pollution et résistants aux ondes de choc...

Et les journalistes chinois poursuivent plus loin :

«Nos amis suisses n'ont pas oublié les événements historiques, mais ils portent plus d'attention encore à la menace d'agression à laquelle ils font face aujourd'hui.

On dit souvent aux soldats de ne pas croire aux nombreux traités et accords signés après la seconde guerre mondiale, car certaines de leur clauses vides de sens ne parviennent pas à camoufler la sévère réalité actuelle. La Suisse a tiré cette conclusion de la dernière guerre mondiale :



Entraînement des membres de la défense civile : à sauver les blessés à Sempach près de Lucerne (photo Chine nouvelle).

En cas de guerre ou d'état d'urgence, plusieurs dizaines de milliers d'habitants de Lucerne peuvent rejoindre en 10 à 20 minutes ces abris souterrains où sont stockés des aliments et des boissons en quantité suffisante pour nourrir 20 000 personnes pendant trois semaines. Nous avons encore visité un centre d'entraînement de la défense civile qui est doté d'un poste de commandement et possède en même temps plus d'une centaine de lits utilisés pendant les périodes d'entraînement et qui peuvent être mis à la disposition des habitants en temps de guerre. Dans le magasin souterrain central, sont stockés 65 000 masques à gaz suffisants pour toute la population de la ville de Lucerne.

la défense civile doit occuper une place importante dans une guerre éventuelle ; la Suisse accorde donc une grande attention à la défense civile. Le directeur de l'Office fédéral de défense civile Hans Mumenthaler, qui nous accompagnait durant notre visite, a indiqué : la situation qui prévaut en Europe, en Méditerranée et au Moyen-Orient est très inquiétante. Que nous a apporté la «conférence sur la sécurité européenne» ? Un bout de papier denué de sens. Aujourd'hui, de plus en plus nombreux sont les Suisses qui ne nourrissent pas d'illusions sur la «détente». La Suisse fait en conséquence de grands efforts pour se prévenir contre une agression étrangère.

## Trois navires soviétiques passent le Bosphore

Trois unités de la flotte soviétique de la mer Noire ont franchi lundi matin le Bosphore faisant route vers la Méditerranée.

Il s'agit d'un porte-hélicoptère de la classe «Moskva», d'un destroyer lance-missiles de la classe «Kashin» et d'un destroyer lance-missiles de la classe «Kotlin Sam».

Le passage de ces trois bâtiments porte à six le nombre de navires de guerre soviétiques ayant traversé les détroits turcs au cours des quinze derniers jours pour passer en Méditerranée.

## L'Union soviétique met à l'essai des missiles dans le Pacifique

Selon une information de Wellington, le premier ministre néo-zélandais Robert Muldoon a dit que l'Union soviétique était en train de déployer dans l'océan Indien des bâtiments de guerre du dernier cri et de procéder à des essais de nouveaux missiles aux environs de l'archipel de Cook dans le Pacifique du Sud.

Dans un programme télévisé du 28 mai, le premier ministre Muldoon a indiqué que ces bâtiments de guerre n'ont même pas été mentionnés dans l'ouvrage de

référence standard «Jane's fighting ships».

Il a noté que l'Union soviétique «a essayé de nouveaux missiles à grande portée, cela dans le Pacifique à 400 miles de l'archipel de Cook. Il est très clair que ces missiles peuvent atteindre la Nouvelle-Zélande.»

L'archipel de Cook, à 2 000 miles au nord-est de la Nouvelle-Zélande, est autonome dès 1965, mais sa défense et ses affaires étrangères relèvent toujours de la responsabilité de la Nouvelle-Zélande.

**AMIS LECTEURS AIDEZ-NOUS  
ACHETEZ TOUJOURS  
L'HUMANITÉ ROUGE  
DANS LE MEME KIOSQUE**

## nouvelles intérieures

# Poniatowski n'en rate pas une !

Poniatowski, ministre de la répression, a évoqué lundi, au micro d'Europe No1, le problème — selon lui — des attentats et du terrorisme en France, affirmant qu'on parviendrait à démanteler les organisations «terroristes».

«C'est un phénomène assez nouveau, a-t-il déclaré, qu'il va falloir connaître, pénétrer, et contre lequel il va falloir réagir». N'a-t-il pas déjà réagi, lorsque des militants syndicalistes sont trainés devant les référés, lorsque des militants révolutionnaires, des ouvriers, des petits paysans et des étudiants sont jetés dans les geôles de la bourgeoisie ?

Nous démantèlerons ces différentes organisations terroristes, dit-il ! Mais démantèle-t-il les organisations de type fasciste tel que le Parti des forces nouvelles, les «groupes actions jeunesse» dont la violence déferle dans les facultés et contre nos frères immigrés.

L'opinion publique en a assez, dira-t-il, elle veut la tranquillité et le calme, le pays nous jugera sur la fermeté... C'est bien ce que l'on peut entendre de la bouche de la bourgeoisie apeurée devant la montée croissante des luttes ouvrières et paysannes, qu'elle assimile aux vulgaires voyous

ou gangsters notoires qui sont, eux, en liberté.

La bourgeoisie, le pouvoir sait que la colère est grande parmi les travailleurs, les petits paysans et les étudiants. Elle compte sur la force pour briser les luttes. Les menaces, les référés, la répression tous azimuts, sont les armes d'un pouvoir chancelant qui a de plus en plus peur et qui n'en est que plus dangereux. Le développement des luttes de la classe ouvrière et paysanne, la riposte du tac au tac à l'exploitation par l'occupation d'usine va en s'accroissant malgré le passage de délégués ouvriers, de petits paysans devant les tribunaux.

De plus en plus nombreux sont ceux qui prennent conscience de la menace que la réaction fait peser sur les travailleurs, les petits paysans, les étudiants et toutes les couches populaires. Déclarations, référés, prison, contrôle et fouille de véhicules, d'appartements par la police se succèdent depuis

plusieurs mois à une vitesse accélérée.

Est-ce là ce que Poniatowski appelle si bien «démanteler les organisations terroristes» ?

Aux luttes, le pouvoir tremble et répond par la force. «Ne rien céder !» Tel est le mot d'ordre de la bourgeoisie. Et pour cela, tous les moyens sont bons : campagnes d'intoxication, violences racistes contre les travailleurs immigrés, comme dans les foyers Sonacotra.

Répetons-le encore une fois, ces menaces répressives sont dictées par la peur, par la faiblesse de la bourgeoisie.

Devant le développement des luttes ouvrières, paysannes et étudiantes, la remise en cause de son pouvoir sous toutes ses formes, la bourgeoisie peut de moins en moins recourir à sa démocratie bourgeoise. Vivant dans la hantise du mouvement des masses, elle réprime violemment.



## OPPOSITION DANS LES CASERNES à l'intervention au Liban

Certains se plaisent à dire aujourd'hui que la proposition de Giscard d'envoyer des forces militaires françaises au Liban a fait long feu.

Le gouvernement de la bourgeoisie a, quant à lui, bien précisé que l'offre restait toujours valable. La menace d'une intervention subsiste donc.

Du reste, quatre bâtiments de la flotte de la Méditerranée (frégate lance-missiles Suffren, bâtiment de soutien logistique Le Rhin, le porte-avion Clémenceau, et le navire de ravitaillement Isère), ont appareillé le 20 mai de Toulon pour une soi-disant mission de présence en Egypte ; le Liban n'est pas loin...

De plus, dans les casernes où sont stationnées les forces d'intervention devant participer à cette opération de gendarme international (partie des 2e division paras et 9e division d'infanterie de marine), l'ordre de réquisition est maintenu. La plupart des militaires devant participer à cette opération (environ 3 000) sont déjà, on s'en doute, triés sur le volet ; Giscard a du reste précisé qu'il n'était pas question de faire appel au contingent, ce qui prouve

que la bourgeoisie se méfie à juste titre de la jeunesse de notre peuple pour accomplir ses sales besognes.

Il n'empêche que l'opposition à ce qui n'est qu'une opération impérialiste de la bourgeoisie française (qui cherche à s'opposer à l'hégémonie des deux super-puissances pour mieux placer ses pions dans le bassin méditerranéen) grandit dans les casernes, aussi bien parmi certains cadres que parmi les engagés réquisitionnés.

Enfin, des appelés, en nombre assez faible, ont été réquisitionnés malgré ce qu'en dit le gouvernement, en particulier parmi les chauffeurs. Tous ont parfaitement conscience que le combat qu'on veut leur faire mener n'est pas le leur, que cette intervention est obligatoirement dirigée contre les peuples arabes — libanais et palestinien en particulier — qu'elle constitue une ingérence caractérisée dans les affaires intérieures d'un pays indépendant. Le refus de toute intervention, de tout départ est une idée qui fait son chemin dans les casernes de Bretagne et du Sud-Ouest.

## 37e Congrès de la CFDT

# COMMENT PASSER AU SOCIALISME Une question à débattre

(Suite de la p. 1)

national, est synonyme également du fait que les manœuvres d'appareils ou rivalités entre dirigeants nationaux n'ont pas été seules responsables des surprises électorales.

D'autre part, la quasi régularité d'un pourcentage de mandats, avoisinant les 30 %, approuvant des amendements rejetés par le bureau national permet de conclure à une opposition croissante et stable à la direction confédérale lors de ce congrès. Cependant on aurait tort d'en déduire trop vite l'image d'une opposition homogène et entièrement sur des positions de classe opposées au réformisme ou à l'opportunisme. Car sur le plan politique, l'opération d'Edmond Maire a réussi pour l'essentiel. Alors que les

textes préparatoires n'abordaient pas ou peu la question de l'échéance des législatives de 1978, tout le congrès a fini de fait par être orienté autour de cet axe. De fait, en se séparant les congressistes avaient donné blanc-seing à leur direction pour préparer activement les élections législatives et favoriser l'accès des partis de l'«Union de la gauche» au pouvoir, alors que les textes eux-mêmes restent discrets là-dessus. A la fin du congrès, un briquet était même vendu aux délégués, avec en guise de réclame : «Vous emporterez la flamme du congrès, le dernier avant le passage de la gauche au pouvoir».

Comment expliquer cet étrange glissement du congrès vers l'adoption d'une

position qui ne fut pas vraiment débattue et qui ne figure pas officiellement dans les textes préparatoires ? D'entrée de jeu E. Maire avait donné le ton en rééditant quelques pesantes affirmations du genre «l'arrivée de la gauche au pouvoir c'est désormais l'espoir de millions de travailleurs» et en axant la discussion du congrès autour du thème : quelle doit être l'action spécifique de la CFDT par rapport aux partis de «gauche» et à un gouvernement de gauche ? C'est-à-dire que l'essentiel consistait à faire entériner et à faire admettre sans discussion de fond

1) que l'arrivée de la gauche au pouvoir était le point de départ d'une phase de transition au socialisme ;

2) qu'il fallait tout faire pour favoriser la réalisation de cette hypothèse.

Ainsi les délégués intervenaient en s'interrogeant, en critiquant, en s'inquiétant comment être indépendant d'un gouvernement de gauche ? Quels sont les moyens et «objectifs de transformation» spécifiques que la CFDT doit mettre en œuvre pour préserver son indépendance ? Mais presque tous prenaient comme base de travail : le changement de gouvernement, même les plus critiques à l'égard de la Confédération.

Le problème de fond, la nature de l'État, la nécessité de sa destruction pour passer au socialisme, ne fut donc jamais abordé et discuté, mais évacué à l'avance dans la démarche

même du congrès. C'est ce qui donnait à de nombreux délégués l'impression d'avoir été trompés, ou d'avoir discuté dans le «vide», sans perspectives immédiates concrètes ; en effet la seule qui fut vraiment à l'ordre du jour, le congrès ne fut pas appelé à en débattre ! C'est pour cette raison que la discussion qui eut lieu toute une journée sur des amendements critiquant la résolution générale tout en présentant un riche intérêt perdit une partie de sa signification profonde. Par exemple l'amendement portant sur l'hégémonie de la classe ouvrière dans les mouvements de masse et dans le processus de transformation de la société, et l'amendement sur l'union des forces populaires, qui dans sa formulation excluait toute stratégie d'alliance ou de soutien à l'«Union de la gauche», qui furent approuvés par 42 % et 28 % des mandats.

De même les nombreuses références à la continuation de la lutte des classes dans la période de «transition au socialisme», la nécessité de révolutions culturelles successives, l'affirmation que le socialisme ce n'est pas d'abord la progression du Produit national brut, autant de conceptions idéologiques et politiques justes qui perdent une partie de leur importance parce qu'elles restent dépendantes d'une conception réformiste du passage au socialisme et servent pour d'autres à masquer qu'ils défendent en réalité une solution de rechange bourgeoise dans le cadre du système capitaliste. Sans être entièrement négatif ce congrès fut donc marqué par le maintien d'une orientation réformiste imposée au moyen de la confusion, mais aussi par la croissance effective d'authentiques conceptions de syndicalisme de classe et de masse qui ne manqueront pas de rallier nombre d'adhérents insatisfaits mais pourtant encore éblouis par les mirages du socialisme autogestionnaire à la sauce Maire.

## Les futurs cadres du capital en congrès

Les petits messieurs de l'UNEF se sont réunis en congrès à Toulouse du 27 au 30 mai. Une ambition affichée : faire de l'UNEF «le syndicat de tous les étudiants de France». Le moins que l'on puisse dire est que la réalisation de cette ambition est plutôt mal engagée. Les masses étudiantes en lutte contre la réforme Soisson ont suffisamment montré qu'elles rejettent et dénoncent l'UNEF, la faisant apparaître pour ce qu'elle est : un groupuscule minoritaire rassemblant une bonne part des étudiants les plus réactionnaires, défendant leurs privilèges de futurs cadres du capital.

Voulant à leur habitude faire passer les vessies pour des lanternes, les dirigeants de l'UNEF n'ont pas craint d'affirmer : «L'UNEF a déclenché, orienté et mené à bonne fin le mouvement étudiant contre la réforme du second cycle.»

Pour finir, ils ont renouvelé leur soutien au «Programme commun» dont ils espèrent tant pour pouvoir réaliser pleinement leurs aspirations de cadres du ca-

pital, pour devenir de nouveaux bourgeois s'engraissant de l'exploitation des travailleurs.



## UN COUP DE POIGNARD DANS LE DOS DES PAYS AFRICAINS

(Suite de la p. 1)

La CFDT condamne la vente de réacteurs nucléaires à l'État raciste d'Afrique du Sud, elle estime que cela constitue une menace supplémentaire à la paix.

C'en est en fait qu'un coup de poignard dans le dos des peuples africains.



## Ministère de l'Education

## NON A LA GESTION DES ŒUVRES SOCIALES

A l'administration centrale du ministère de l'Education, comme dans bien des secteurs (EDF-GDF, etc.) les révisionnistes gèrent une partie des œuvres sociales. Par le biais d'une association ils contrôlent les cantines, les activités culturelles, le centre aéré pour les enfants, la coopérative d'achat, les prêts et les aides.

Depuis plusieurs années le conseil d'administration était élu dans l'indifférence générale (80 % d'abstention). Une liste unique composée d'adhérents des syndicats CGT, CFTD, FO, CFTC, et indépendants était régulièrement élue. La CGT dirigée par les révisionnistes la dominait très largement.

Cette année la section CFTD a décidé de rompre avec cette pratique de collaboration de classe à la suite d'un large débat conclu par une assemblée générale qui a repoussé à une très large majorité la théorie de la «gestion démocratique».

Dans un tract diffusé aux 4 500 travailleurs de l'administration centrale la section CFTD explique sa position.

Elle dénonce tout d'abord le manque flagrant de toute vie démocratique dans l'association :

Aucune information n'est diffusée au personnel pourtant directement concerné. Une grande partie de celui-ci ignorant même le rôle et parfois l'existence de l'association d'entraide.

Les statuts ne sont pas appliqués : l'assemblée générale annuelle ordinaire ne s'est jamais réunie. En trois ans le conseil d'administration s'est réuni deux fois. Le bureau se réunit à peu près deux fois par an ! C'est donc une, deux ou trois personnes qui décident tout sans aucun contrôle possible. En ce qui nous concerne, nous n'avons jamais été réellement associés au fonctionnement de l'association. Notre représentant au bureau s'était opposé à une revalorisation des tickets de cantine, il y a deux ans : il n'a plus été convoqué aux réunions.

Puis la section CFTD ajoute :

«D'autre part nous considérons comme fondamentalement erroné que les organisations syndicales fassent le travail qui doit revenir à l'administration.

Pourquoi ?

1) Parce que ce n'est pas le rôle de syndicalistes de se transformer en gestionnaires. La tâche essentielle du syndicat est d'organiser les travailleurs pour la lutte revendicative.

2) Parce que nous sommes dans un système capitaliste : gérer des cantines c'est aussi devoir faire supporter aux travailleurs le poids de l'inflation : la hausse des prix. Le rôle d'un véritable syndicat est de se lancer dans la lutte pour faire supporter aux véritables responsables les conséquences de la crise (...)

3) Parce que nous re-

fusions tout paternalisme vis-à-vis des travailleurs, le rôle des syndicats n'étant pas de distribuer des secours. Si un agent a besoin d'aide, le responsable c'est l'administration : à elle d'en supporter les conséquences. Par ailleurs, nous ne comptons pas sur notre présence dans telle ou telle association pour placer nos cartes syndicales.

4) Parce que la gestion de l'association d'entraide nous place sous l'entière dépendance de l'administration puisque c'est elle qui détient les fonds (...)

Nous rejetons formellement tant la collaboration de classe que toutes les illusions que peut faire pla-

ner la gestion syndicale des œuvres sociales sur les possibilités de «bien gérer» la société capitaliste.

Enfin en conclusion le texte indique :

### QUE VOULONS-NOUS ?

Développer la lutte pour une amélioration des conditions de vie et de travail, par exemple : des cantines de meilleure qualité avec des prix moins élevés pour les catégories les plus défavorisées.

Que la gestion de tout ce que nous pourrions arracher soit assurée par l'administration et cela SOUS CONTROLE de l'ensemble des travailleurs et des organisations syndicales.

### Coordination des élèves infirmières

## Qu'elle soit le reflet des luttes menées à la base

Le mouvement des travailleurs en formation gagne chaque jour de nouvelles sympathies parmi les stagiaires et étend son influence au niveau national.

Partout où les revendications nationales (un statut de travailleur en formation et un salaire égal au SMIC) ont été associées aux revendications spécifiquement locales, le mouvement a progressé et la direction a dû lâcher du lest.

Il est par exemple significatif qu'à l'école d'infirmières d'Anecy la direction ait dû céder sur la question du panneau d'affichage (panneau mis à la disposition des stagiaires sans aucune contrainte de censure), ce qu'elle refusait farouchement depuis bientôt 10 ans.

Petit à petit, les stagiaires qui estimaient au début que nous proposons des choses irréalisables prirent conscience de la force qu'ils représentent et commencèrent à S'ORGANISER.

Il n'est donc pas étonnant que la semaine d'action organisée par la CFTD au niveau de la région Rhône-Alpes ait été (dans l'ensemble) couronnée de succès, à Lyon notamment où une grève a été déclenchée dans les écoles d'assistantes sociales et où environ 200 travailleurs en formation se sont retrouvés à la Bourse du travail pour participer à des forums portant sur les questions des salaires, du statut, de la formation dispensée, etc.

Maintenant que le mouvement est lancé, il est important de veiller à ce qu'il ne soit pas récupéré !

Une élève infirmière du Mans donne le compte-rendu suivant de la dernière coordination nationale des élèves infirmières (ères) qui a eu lieu à Nantes.

La réunion a commencé par une présentation de chaque école puis un tour de table des luttes qui s'y mènent. Les écoles de Nantes, Angers, Le Mans avaient mandaté leurs délégués. Les écoles de Blois, Caen, St-Nazaire, St-Denis et Rennes étaient représentées.

Les élèves de Nantes et Angers ont raconté leur grève. Elle a débuté au moment de la semaine d'action du 3 au 9 mai, semaine qui devait être nationale, mais qui en fait a été très peu suivie. A noter la très bonne organisation de la grève de Nantes (cf. HR 25 mai No 496). Les élèves de Nantes et d'Angers ont décidé d'arrêter la grève et de convoquer la coordination du 22-23 mai pour briser l'isolement de chaque école et élargir le mouvement.

Les élèves du Mans ont raconté comment elles se

sont organisées (convocation des AG en dehors des heures de cours, puis organisation d'une journée de grève le jeudi 20 pour discuter des revendications à poser, envoyer des délégués voir le directeur du CH et aller à Nantes).

Le lendemain nous avons discuté des revendications à poser nationalement :

- indemnisation pendant toute la durée des études, versée par le ministère de la Santé, indexée sur le SMIC.
- indemnisation au SMIC des stages à temps plein.
- assemblée générale sur le temps de stage et de cours, avec circulaire de la directrice dans les services.
- droit d'expression, d'affichage, réunion.
- suppression des 80 F de frais d'inscription de 2e année.

## Grèves dans un quartier ouvrier de Lyon

A Vaise, quartier ouvrier de Lyon en pleine transformation, les menaces sur l'emploi se font de plus en plus précises que ce soit à la Rhodia, chez Bailly Comte (chômage partiel pendant un an), chez ITT Claude (chômage partiel, mise en pré-retraite des travailleurs de plus de 60 ans, menace de fermeture de l'entreprise), chez Rhône-Isère (chômage partiel et mise en marche d'une nouvelle usine en Saône-et-Loire), aux Docks Lyonnais (56 licenciements depuis le début de l'année)...

Dans ce quartier les grèves se succèdent depuis quelques semaines. Des travailleurs se mettent en grève, certains pour la première fois car ils n'acceptent plus de travailler pour des salaires de misère.

Après les travailleurs des blanchisseries «Bleuette», c'est maintenant les transporteurs «Cordier» et les travailleurs des Docks Lyonnais qui sont en grève.

Aux transports «Cordier» ce sont les mauvaises conditions de travail et les primes «à la tête du client» qui ont fait «déborder le vase». Ces 2 dernières années, le personnel a diminué car les travailleurs qui partent ne sont pas remplacés. Les 96 travailleurs qui restent doivent faire le même travail que les 140 qu'il y avait avant. Cela signifie des semaines de 56 heures !

Depuis le 22 c'est la totalité des travailleurs de l'entreprise qui sont en grève (ainsi que ceux des dépôts d'Ambérieu, de Paris et de Marseille) pour :

- une 5e semaine de congés payés ;
- 3 % d'augmentation ;
- le 13e mois pour tous.

Chez les Docks Lyonnais une nouvelle direction a été mise en place pour rentabiliser l'entreprise. Cela signifie pour les travailleurs : 56 licenciements depuis le début de l'année et des salaires de misère : certains travailleurs n'ont que 1 400 F par mois.

La totalité des travailleurs est en grève depuis le 21 mai pour une augmentation uniforme des salaires de 200 F.

Seuls une cinquantaine de cadres travaillent pour assurer le ravitaillement de quelques gros clients comme les magasins Gros. Mais les travailleurs pensent qu'ils «ne tiendront pas le coup» car ils ne sont pas très courageux au travail.

Toutes ces grèves sont le signe d'une prise de conscience des travailleurs de Vaise. C'est dans ces luttes que se construira l'unité indispensable des travailleurs du quartier pour défendre leur emploi.

Correspondant HR.

firmières de prendre en main elles-mêmes leur lutte en se basant sur le principe «compter sur ses propres forces».

Une élève infirmière du Mans.

\* Contactez les élèves infirmières que vous connaissez et montrez-leur cet article parce qu'il n'est pas évident que les lettres destinées aux élèves ne soient pas bloquées par la direction de l'école.

Pour toute réponse écrire à :

Déléguées des élèves infirmières.  
Union départementale CFTD  
24, av. Bollée  
72000 Le Mans.



### 3e SEMAINE DE GREVE A SEV MARCHALL TOULOUSE

Depuis le 17 mai, 26 des 38 personnes qu'emploie le centre de recherche de SEV Marchall à Toulouse sont en grève illimitée suite à l'application de l'accord national sur les classifications. Des déclassements sont en effet intervenus parmi le personnel auxquels s'est ajouté un avertissement infligé à un délégué du personnel pour une action menée dans l'entreprise contre ces déclassements.

Le personnel d'encadrement (6 personnes) se montre un complice zélé de la direction et s'oppose à la lutte, la première depuis la création du centre en 1968.

Lundi, en assemblée générale, les travailleurs de-

vaient discuter de la poursuite de la grève et des formes à lui donner. Syndiqués CFTD pour la plupart, les grévistes ont reçu la visite de délégations d'autres usines métallurgiques de Toulouse.

Une épine dans le pied de SEV Marchall qui emploie 5 000 personnes sur l'ensemble de la France...

\*\*\*\*

### GREVE DES TRAMINOTS TOULOUSAINS

Aucun autobus ne circule à Toulouse et dans les communes suburbaines à la suite de la grève déclenchée, lundi matin, à la Compagnie des transports toulousains. Les grévistes réclament une augmentation de salaire, l'octroi de primes spéciales et une amélioration des conditions de travail.



## A la SICA de Challans en Vendée

# 150 ouvriers menacés de licenciements

En ce qui concerne les volailles, la SICA a un contrat avec les producteurs : elle fournit les poussins et l'aliment et en fin de bande elle paie 35 centimes au producteur, par poulet.

Ce type d'élevage «intégré» ne laisse à l'éleveur aucune initiative. Tel jour on lui amène les poussins, tel autre les aliments. Quand la «bande» est élevée la SICA envoie un coup de fil ou un télégramme, très souvent le soir pour le lendemain à 3 ou 4 heures du matin. Son heure est la bonne, au paysan de trouver la main-d'œuvre pour charger 15 000 ou 20 000 poulets en pleine nuit.

Dans l'année il élèvera ainsi pour la SICA 4 bandes de 10, 15 ou 20 000 poulets.

Pour les quelques dizaines de gros éleveurs du groupe, c'est une entreprise lucrative, mais pour la majorité des petits paysans contraints à ce type de production «sans sol» ainsi que pour nombre de paysans moyens endettés jusqu'au cou, c'est là un des nouveaux visages de l'exploitation capitaliste à la campagne. La plupart de ces paysans sont transformés en ouvriers de la coopérative, et dans bien des cas l'argent que leur verse la SICA pour chaque bande couvre tout juste les frais de fonctionnement (gaz-eau-électricité) et les lourds emprunts au Crédit agricole qui ont permis de construire les bâtiments d'élevage.

Quant aux ouvriers et ouvrières des abattoirs, leurs conditions de travail sont terribles. La plupart des postes sont sur la chaîne et la chaîne «traite» 3 600 poulets à l'heure (ce qui fait à certains postes une opération toutes les secondes, par exemple pour les ouvrières qui finissent le plumage des croupons). Et les travailleurs sont tenus d'assurer ces cadences infernales dans un bruit perpétuel (au-dessus du seuil tolérable) et dans une atmosphère saturée de vapeur.

## RESTRUCTURATION : LICENCIEMENTS

Au mois de février 1975, il y eut déjà une première alerte. La querelle des gros sous qui opposait le groupe ARRIVE de St-Fulgent et la SICA de Challans s'envenima, ARRIVE voulant reprendre son autonomie décide l'arrêt des livraisons d'aliment aux éleveurs. Alors que les besoins de trésorerie de la SICA s'élevaient à 8 milliards l'ouverture de crédits au Crédit agricole n'est que de 4,4 millions d'abord puis de 6 milliards en 1975. Le Crédit agricole contraint de fait à déplacer son plafond de crédit de 2 milliards pousse à la «restructuration» c'est-à-dire au licenciement.

La SICA de Challans existe depuis une dizaine d'années, elle regroupe 10 coopératives locales (par exemple la SCALA en Loire-Atlantique). Elle fait partie du groupe SAVA-ARRIVE qui emploie 1 500 ouvriers dans ses abattoirs et usines d'aliment et regroupe 1 480 producteurs : de volailles (400), de bovins, de lapins, de taurillons.

180 licenciements d'ouvriers sont envisagés et la suppression des marges garanties aux éleveurs.

## UNE PREMIERE LUTTE UNE PREMIERE VICTOIRE EN FEVRIER 1975

La riposte ouvrière et paysanne est immédiate, et en quelques jours le Crédit agricole et ARRIVE sont contraints de céder devant la détermination du comité de défense constitué à l'initiative des Paysans-Travailleurs.

cause de la convention collective d'abattoir établie en 1969 et qui accordait aux travailleurs des avantages supérieurs à la convention collective nationale.

Le comité de défense ouvriers et paysans constitué en 1975 s'était révélé une arme efficace. Cette arme se prépare à resservir de nouveau. Des réunions d'éleveurs Paysans-Travailleurs et de militants CFDT de l'entreprise se sont déjà tenues. Quant à la CGT, comme en 1975, elle renâcle, «se méfie» du comité de défense, mais ses hésitations ne sont pas du goût des militants

Mais il n'y a pas que des bruits. Qu'on en juge :

Le PCF a déjà goûté au gâteau de la SICA, par exemple il y a deux ans lorsque 9 000 tonnes de «dégagement» ont été expédiées en URSS par les bons soins du «camarade» Doumeng, patron de la société d'import-export Interagra, spécialiste des échanges fructueux avec l'URSS et les pays de l'Est. Il est vrai que le marché fut partagé avec un autre escroc des transactions commerciales, un certain Chambon (proche de l'UDR) à raison de 10 centimes par kg, les deux aigrefins se sont partagé un magot de 90 millions de francs : 20 millions pour Chambon et 70 millions pour Interagra-Doumeng, c'est-à-dire la banque du Nord, c'est-à-dire la caisse centrale du faux parti communiste.

Quand on sait la pénurie de viande qui règne actuellement dans la Russie des nouveaux tsars du Kremlin, quand on sait que les bêtes crèvent faute de fourrage ou qu'on les abat avant qu'elles ne crèvent, et que le jeudi les travailleurs soviétiques ont interdiction de manger de la viande, on comprend qu'une SICA de Challans restructurée représenterait un fournisseur de viande à bon marché des plus intéressants et encore plus intéressant si le PCF arrivait au pouvoir en 1978. L'un de ses hommes de confiance dans l'abattoir de Challans, leader CGT, fait déjà goûter aux travailleurs les vertus d'une nouvelle gestion capitaliste des entreprises sous la baguette d'un gouvernement de «gauche» : en effet il n'a pas attendu l'avènement du Programme commun pour se faire bombarder chronométriquement.

Enfin, s'il fallait encore se convaincre que la SICA de Challans intéresse diablement le PCF, il suffirait de se rappeler la visite officielle d'un autre notable du PCF : Hermier qui arpenta les travées de ce bain il y a un an et demi flanqué de Gruel, ancien patron de la SICA et du responsable révisionniste de Vendée.

Dans la grande lutte qui se prépare, les travailleurs de la SICA peuvent être sûrs qu'ils trouveront les révisionnistes du PCF en travers de leur route.

Aujourd'hui les capitalistes se livrent à une nouvelle agression et il en sera ainsi tant qu'ils seront au pouvoir, quand bien même ils s'affublent d'un masque de «gauche». C'est pourquoi l'alliance ouvriers-paysans qui permet des victoires temporaires sur la bourgeoisie dans le combat syndical est aussi la base même du combat politique qui permettra un jour d'abattre la dictature de la bourgeoisie et d'instaurer la dictature du prolétariat.

Correspondant HR.



Le plan de «restructurations» a été mis sur les rails par la direction nouvelle (Broly) à la demande du Crédit agricole.

Deux ingénieurs-conseils ont été engagés à mi-temps. Ils sont à l'œuvre depuis deux mois et ils ont touché 28 millions pour cette sale besogne, ce qui montre que l'argent ne manque pas quand il s'agit de trouver comment préserver les profits capitalistes (pour ceux qui en douteraient, signalons au passage que le pauvre Crédit agricole tellement intéressé dans cette affaire vient de se construire une caisse luxueuse à l'entrée de la Roche-sur-Yon qui lui a coûté la bagatelle de 6 milliards de francs).

C'est 150 ouvriers qui sont menacés de licenciement pour le début de juin (60 à Challans, les autres à Parthenay et à Rueil-sur-Argent). Et pour les autres, la direction envisage la remise en

de base de la CGT qui déjà en 1975 avaient contraint les dirigeants à soutenir le comité de défense. Pour les responsables de la CGT et du PCF ils préférèrent le mot d'ordre «Défense de l'outil de travail» plutôt que «Non à tout licenciement».

## OUVRIERS ET PAYSANS SE PRÉPARENT A LA RIPOSTE

Et puis certains «bruits» courent : cette énorme entreprise capitaliste qu'est devenue le PCF serait «intéressée» par la SICA de Challans qui est le premier groupe d'abattage avicole de France. N'a-t-on déjà pas vu le PCF par l'intermédiaire de son banquier Doumeng (PDG de la banque du Nord — 6e banque de France —) se porter acquéreur d'entreprises en mal de «restructuration» et ayant besoin d'une gestion «saine».

## L'appareil de répression se met en place

### au ministère de l'Éducation

Notre journal révélait le 22 octobre dernier le projet gouvernemental de suppression de toutes les garanties statutaires des inspecteurs d'académie.

Le mauvais coup est consommé. Le Bulletin officiel du ministère de l'Éducation en date du 27 mai annonce la création de l'emploi de «directeur des services départementaux de l'Éducation», qui remplace désormais le poste d'inspecteur d'académie. Ces nouveaux hauts fonctionnaires pourront ne pas être recrutés parmi les enseignants, et surtout, nommés à la discrétion absolue du ministre, ils pourront être dans les mêmes conditions mutés d'office ou même privés de leur emploi. Place aux reptiles !

Pour acheter le silence des inspecteurs d'académie actuellement en exercice, on n'a pas lésiné : depuis un mois on a mis à leur disposition personnelle des voitures de fonction avec chauffeurs. De plus leur salaire va être augmenté de 500 à 2 000 F par mois.

On le voit : le zèle des grands commis du pouvoir sait se nourrir d'autre chose que du «sens élevé de l'État» dont les Giscard, Chirac et autres Poniatsowski ne cessent de nous rebattre les oreilles.

## Quand les révisionnistes défendent

### les personnes âgées

Récemment à Marseille avait lieu une manifestation pour les revendications des personnes âgées. Les retraités, pensionnés, allocataires et veuves de la Seyne (Var) ainsi que les ouvriers du Chantier naval mis en pré-retraite étaient invités par les responsables locaux de la CGT et du PCF à y participer. Côté cour donc, les révisionnistes s'affichent comme défenseurs des personnes âgées.

Or quelques jours avant — côté jardin — la municipalité de la Seyne qu'administrent ces gens-là avait décidé d'imposer une augmentation de 17 % des impôts locaux. Ainsi, n'ont obtenu aucun relèvement de leurs pensions et allocations les personnes âgées qui se voyaient contraintes comme tous les contribuables à supporter, impérativement avant le 25 mai, cette augmentation des impôts locaux, impôts des plus injustes, qui frappent en premier lieu les plus misérables, et qui, à la Seyne, passent pour l'essentiel en buveries et banquets pour le plus grand plaisir des notables révisionnistes.

Des... «communistes» ? Allons donc ! C'est un clan, un clan de bourgeois qui use du pouvoir qu'il détient pour s'enrichir sur le dos des pauvres gens.

JACQUES JURQUET

## ARRACHER LA CLASSE OUVRIERE AU REVISIONNISME

Recueils de textes de 1965 à 1971  
présentés par Camille Granot

Disponible aux librairies :

— Les Herbes sauvages, 70, rue de Belleville 75020 Paris — La Force du livre, 33, rue René-Leynaud 69001 Lyon — Le Sel de la terre, 4, rue Mal Foch 22000 St-Brieuc.

ou par correspondance à :

— E-100, 24, rue Philippe-de-Girard 75010 Paris.

au prix de 30 F.



## Foyers Sonacotra

## DEVELOPPEMENT DE LA SOLIDARITE AUX GREVISTES

Samedi et dimanche dernier devaient avoir lieu avec succès trois «journées porte ouverte» à Montreuil, Colombes et Massy (Ampère). Nous publions ci-dessous le compte-rendu des journées de Montreuil. Celui de Massy paraîtra dans notre prochain numéro.

La solidarité aux grévistes s'étend également sur le plan syndical, et notamment à partir de certaines sections d'entreprises ou de fédérations. Nous publions ci-dessous des extraits de la motion de la section de la CFDT de l'usine Kodak-Vincennes, ainsi que de celle du syndicat CFDT des employés et cadres de la Sécurité sociale de Seine-St-Denis. On a appris également qu'une motion de 70

sections CFDT d'entreprises de France présentée au 37<sup>e</sup> Congrès (non retenue) exprimait entre autre sa solidarité aux grévistes de la Sonacotra et condamnait les 18 expulsions arbitraires des délégués du Comité de coordination.

Le mouvement de solidarité se développe ; les comités de soutien se multiplient... C'est pourquoi le Comité de coordination, suite à différents problèmes et difficultés au sein de certains comités de soutien dus à l'activité de quelques trotskystes, a jugé nécessaire, comme il nous l'a expliqué, de publier une plate-forme sur la base de laquelle devaient se constituer les comités de soutien. Nous publions cette plate-forme ci-contre.

## SUCCEES DE LA JOURNEE «PORTES OUVERTES» AU FOYER DE MONTREUIL

A la sortie du métro Mairie de Montreuil des fléchettes indiquent : «foyer Sonacotra — journée porte ouverte». Sur le foyer lui-même, des banderoles invitent : «29 mai journée porte ouverte». Dans le hall du foyer, beaucoup de gens se pressent autour des panneaux photos racontant la lutte devant les tables de vente de linogravures, affiches et tee-shirts exprimant la volonté de lutte des travailleurs. Des résidents font visiter leur chambre à des travailleurs français pendant que d'autres servent le thé à la menthe et des sandwiches. Les visiteurs venus de Montreuil et des environs lisent les panneaux, les revues de presse avec les articles de divers journaux. L'article d'HR «Le PCF trahit les immigrés» et le message du BP du PCMLF au comité de coordination sont très lus. Dans la salle de télé, des montages diapos sur la lutte, alternent avec des films, des chansons, des sketches et un meeting-débat.

Partout les gens discutent avec les résidents, posent de multiples questions. La plus fréquente sans doute sera celle sur l'attitude du PCF car comme le fera remarquer un membre du comité de coordination, le PCF aura été très à l'honneur, ce jour-là.

Lors du meeting, le représentant du comité de coordination a rappelé de façon très concrète comment le PCF et la municipalité PCF de Montreuil avaient tout fait pour briser l'unité des grévistes, pour les séparer du comité de coordination, pour implanter une pseudo cellule chargée de manipuler la lutte mais composée de

2 membres, comment la municipalité avait tenté de négocier avec le gérant du foyer en passant par-dessus le comité de résidents appliquant la tactique des négociations foyer par foyer pour diviser et semer la démobilisation. Il a bien fait ressortir aussi comme les travailleurs avaient massivement rejeté ces manœuvres de sabotage et décidé de poursuivre la lutte sous la direction du comité de coordination.

Ce qui est ressorti très clairement c'est que les travailleurs avaient très bien compris dans la pratique qui sont ces faux amis qui prétendent parler en leur nom mais font tout pour torpiller la lutte. C'est leur détermination et leur unité de combat qui a permis de mettre en échec ces basses manœuvres, comme devait le rappeler un membre du comité de soutien de Montreuil. La constitution de ce comité de soutien avec en particulier la réunion publique organisée le 4 juin à 20 H 30 au 17 rue Hoche à Montreuil, est un signe de la solidarité qui se développe autour des travailleurs de la Sonacotra.

D'autres actions de popularisation sont prévues à Montreuil pour élargir encore le soutien. Des motions ont été lues du syndicat CFDT des employés de la Sécurité sociale, de la CFDT Kodak-Vincennes ainsi que des travailleurs de Wonder. D'autre part, un message de soutien de la cellule Ernst Thaelmann du PCMLF a été lu au meeting.

Cette journée porte ouverte a été un premier pas réussi dans le développement du courant de solidarité qui va croissant pour faire céder la Sonacotra.

Correspondant HR.

## Motion présentée par la section CFDT de Kodak-Vincennes (extraits)

La section CFDT de l'usine Kodak à Vincennes salue la lutte des résidents des foyers Sonacotra pour leurs revendications. Les travail leurs immigrés en France subissent une double exploitation : d'une part dans les usines, d'autre part sur les conditions de logement qu'on leur impose.

La Sonacotra, véritable marchand de sommeil, loue à des taux prohibitifs des chambres minuscules et applique un règlement quasi militaire qu'elle veut faire respecter en employant des chiens de garde racistes que l'on appelle GÉRANTS... !

(...) Aujourd'hui plusieurs dizaines de foyers de la région parisienne et de toute la France se sont mis en grève. Depuis 14 mois la lutte continue pour certains, la Sonacotra n'a pas pu faire plier les résidents et leurs représentants directs, les délégués du comité de coordination.

(...) Aujourd'hui la Sonacotra, l'État, comme malheureusement certains syndicats et partis dits de gauche, doivent déchanter,

### LE COMITÉ DE COORDINATION EXISTE TOUJOURS

et il poursuit la lutte parce qu'il est l'expression de la volonté de milliers de résidents.

Face à la répression que connaissent également de nombreux militants syndicaux français, notamment de la CFDT, le comité a fait appel à la solidarité des travailleurs français. Ils y ont répondu en participant massivement à la manifestation du 24 avril avec de nombreux étudiants. Ce n'est pas là une mince victoire quand on sait ce qui a été fait par la Sonacotra, le pou-

voir et la presse, pour isoler et briser la lutte des résidents.

L'unité des travailleurs français et immigrés comme l'unité entre les luttes ouvrières et étudiantes est une arme indispensable dans le combat contre l'exploitation de l'homme sous toutes ses formes.

Pour l'unité des Français et des immigrés, pour la lutte contre le racisme, que nous, chez Kodak, connaissons bien puisqu'il est un critère de sélection à l'embauche.

Nous soutenons l'action des résidents des foyers Sonacotra et de leurs représentants légitimes dans le comité de coordination.

Pour la reconnaissance par tous du comité, pour la réduction et le blocage des loyers, pour des logements décentes, pour la liberté dans les foyers, pour l'expulsion des gérants racistes, pour le retour des délégués arrêtés et la cessation de toute répression, pour l'égalité des droits entre travailleurs français et immigrés

VIVE LA LUTTE  
DES RÉSIDENTS DES  
FOYERS SONACOTRA !  
VIVE LE COMITÉ  
DE COORDINATION !

## Motion du syndicat CFDT de la Sécurité sociale de Seine St-Denis (extraits)

Le syndicat CFDT des employés et cadres de la Sécurité sociale de Seine-St-Denis salue la lutte des résidents de foyers Sonacotra et tous les travailleurs rassemblés ce jour à Montreuil (La Noue).

(...) La journée porte ouverte que vous organisez aujourd'hui met à nu aux yeux des travailleurs français vos scandaleuses conditions de vie et d'héberge-

## Communiqué du comité de coordination

### PLATE-FORME DE SOUTIEN

Camarades et amis,

Au nom du Comité de coordination des foyers Sonacotra en grève des loyers depuis plusieurs mois, nous saluons chaleureusement tous les partis, organisations syndicales et de masse et tous ceux qui apportent un soutien effectif à notre lutte. Le Comité de coordination est convaincu que notre combat renforcera concrètement l'unité entre les travailleurs français et immigrés qui mènent la même lutte juste contre le même patron.

Camarades et amis,

Pour mettre fin à toutes les confusions qui se sont créées ou qui peuvent se créer au niveau du soutien et pour faire de votre soutien un mouvement d'ensemble ayant les mêmes buts et le même chemin, nous mettons à la disposition de tous les camarades et amis de tout parti et organisation les conditions suivantes qui servent l'unité de notre mouvement et qui orientent notre pratique :

1/ la reconnaissance du Comité de coordination comme représentant unique et légitime des foyers Sonacotra (le Comité de coordination est composé des mandatés des comités de résidents élus démocratiquement dans chaque foyer).

2/ la reconnaissance des comités de résidents élus démocratiquement dans les foyers comme seuls responsables à contacter dans une région donnée.

3/ le respect total de notre plate-forme revendicative et le travail effectif pour arriver à la satisfaction de toutes nos revendications et à la victoire.

4/ la non-ingérence dans les affaires du Comité de coordination et des comités de résidents et le respect mutuel

5/ le travail des comités de soutien consiste à :

— briser le mur du silence et élargir le mouvement de soutien au sein de la classe ouvrière en France, sur les seules bases de la plate-forme du Comité de coordination, politiquement et matériellement à l'extérieur.

— soutenir les foyers et leur comité de résidents pour renforcer la mobilisation et la grève dans les foyers en lutte ou non.

6/ les comités de soutien doivent être des comités de masse ouverts à tous ceux qui veulent apporter leur soutien.

Les comités de soutien ne doivent pas être un cartel d'organisations poursuivant chacun leur politique.

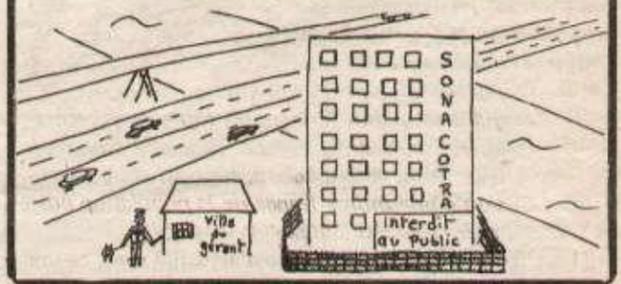
Chaque comité de soutien doit travailler en coordination avec le comité de résidents en entier et sous sa direction pour l'aboutissement de la lutte conduite par le seul Comité de coordination.

Tous ensemble nous devons lutter pour notre victoire et pour :

— reconnaissance du Comité de coordination par la Sonacotra

— unité de la classe ouvrière

— travailleurs français, immigrés, mêmes droits.



QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN,  
NE LE JETEZ PAS ! DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE !

A bas le racisme !  
Français, immigrés, même combat !  
Vive la lutte des Sonacotra !  
Vive le comité de coordination !

ment. Elle ne peut que contribuer à ouvrir les yeux des travailleurs, à combattre le racisme et à renforcer la solidarité autour de votre lutte.

Le syndicat de notre organisme avait appelé à la manifestation convoquée à Barbès par le comité de coordination.

Nous vous réaffirmons aujourd'hui notre soutien et notre certitude que les résidents obtiendront la recon-

naissance du comité de coordination, la réduction et le blocage des loyers, la liberté dans les foyers et l'expulsion des gérants racistes, le retour des délégués arrêtés.



## La mort de Jacques Monod

## AUX BONS SERVICES DE LA BOURGEOISIE

Lundi après-midi est mort Jacques Monod à l'âge de 66 ans. Sommité scientifique très appréciée par la bourgeoisie internationale (prix Nobel de la médecine en 1965), il s'était spécialisé dans la «biologie moléculaire». Mais ce qui a provoqué les éloges funèbres les plus flatteuses est sans aucun doute son «engagement». «*Cet homme d'exception*», nous dit Desclozet, journaliste scientifique à TF1, n'a jamais séparé son travail de son engagement. En effet ce «savant philosophe» surtout à tra-

vers un livre-manifeste, «Le hasard et la nécessité» qu'il a publié en 1970, y a montré combien il s'employait, bien qu'étant partisan du planning familial et de l'avortement, à utiliser la science et son travail de recherche au service du capitalisme monopoliste de la bourgeoisie.

Traduit en Europe puis aux USA, son livre, encensé par la critique bourgeoise scientifique s'attaquait aux «conceptions du monde depuis les civilisations primitives occidentales jusqu'au matérialisme dialectique».

Comme le dit un article critique d'une revue chinoise «*sous couvert de résultats scientifiques*», Monod «*déforme et attaque à tort et à travers le matérialisme dialectique*», Marx et Engels «*et colporte la philosophie existentialiste réactionnaire*».

Cette utilisation philosophique de travaux scientifiques a fait dire à Monod que les choses objectives n'existent pas en dehors du «moi» de l'homme ; «*sans le "moi", le monde n'est qu'un tas informe et désordonné*». Pour lui encore, l'évolution des choses était un pur hasard, ce qui l'a conduit à affirmer que l'avenir de l'humanité est «*un gouffre profond, est imprévisible*». Cette conception de l'évolution reflète l'esprit apeuré de la bourgeoisie monopoliste tombée dans la décadence, le pessimisme et le désespoir. L'exemple de Monod nous apprend à tous, comme l'affirme cette revue chinoise, comment les savants bourgeois utilisent les résultats scientifiques pour aller au secours de la dictature bourgeoise agonisante. Voilà ce qu'est un «*homme d'exception*» pour cette bourgeoisie.

## Notes de lecture

## LES STALINIENS

### Une expérience politique 1944/1956

de Dominique Desanti

Le profil politique de Dominique Desanti n'est plus à tracer : ultra révisionniste oppositionnelle du PCF de type droitier, tdiste ou italien (pour autant que ces notions qui datent d'une dizaine d'années aient encore un sens aujourd'hui, alors que les divers courants révisionnistes se rejoignent dans une course effrénée vers une dégénérescence toujours plus grande).

Cet ouvrage vient compléter «L'Internationale communiste», paru en 1970, qui était surtout remarquable, outre son anticommunisme, par son schématisme, qui confinait à l'infantilisme, et une profonde ignorance de tout ce qui peut présenter un rapport avec le marxisme.

Là, c'est un peu différent : l'auteur s'appuie sur son expérience du PCF et à travers

un discours résolument petit-bourgeois, elle nous livre, bien malgré elle, un certain nombre d'éléments intéressants sur les racines du révisionnisme :

— l'opportunisme d'après-guerre du PCF, bornant son point de vue à des objectifs intermédiaires comme l'indépendance nationale et la défense des libertés démocratiques, et ceci d'autant plus facilement que la plupart de ses membres d'alors l'avaient rejoint sur la base de ce programme, qui était celui de la Résistance, la montée du crétinisme parlementaire, de l'illusion de la voie pacifique malgré quelques sursauts, en particulier lors des actions contre l'impérialisme américain.

— la dégénérescence du centralisme démocratique en centralisme bureaucratique.

— la formation d'une «élite du parti» au mode de vie, et bientôt, à l'idéologie résolument bourgeois.

— la montée du chauvi-

nisme à l'égard des peuples opprimés par l'impérialisme français, du peuple algérien en particulier.

— la répression des éléments prolétariens (Marty) leur désorientation.

Mais, à la différence de ces éléments prolétariens ou d'autres éléments honnêtes mais incapables de s'orienter (comme Jean Baby par exemple), Dominique Desanti tire de cette dégénérescence des conclusions ultra révisionnistes, ultra social-démocrates, ultra bourgeoises, et, qui plus est, les maintient et les renforce en 1975, à une époque où le révisionnisme moderne a été caractérisé et analysé depuis longtemps déjà et où la pratique des partis authentiquement marxistes-léninistes comme le PCC et le PTA a montré comment combattre et vaincre ce contre-courant, à une époque où aucun intellectuel ne bénéficie plus de l'excuse de l'ignorance et du manque de perspectives.

### Un livre à lire

## «MA PLUME AU SERVICE DU PROLETARIAT»

par l'écrivain chinois Haoran

Un livre qui concerne tous ceux qui s'intéressent de près aux questions artistiques et littéraires dans leurs principes et leurs méthodes de travail. Il concerne également tous ceux qui veulent mieux connaître ce qu'est l'idéologie prolétarienne en général et ce qui se passe en Chine populaire aujourd'hui en particulier.

12 F. Aux librairies : Les Herbes Sauvages, Le Sel de la Terre, La Force du Livre.

«La Chine d'aujourd'hui»

Alfred Eibel éditeur

## Programmes TV

TF1

19 H 20 et 23 H 05 : la bourgeoisie vous informe.

20 H 30 : L'inspecteur mène l'enquête. «*Jeu policier*». Les Dévariés. L'émission consiste à faire résoudre une «énigme policière» par un candidat-flic et, publiquement, par les spectateurs qui sont invités à téléphoner au standard SVP. Sous prétexte de divertir, on exerce les spectateurs à raisonner et à agir comme des flics.

A2

19 H 20, 20 H et 23 H : la bourgeoisie vous informe.

20 H 30 : L'homme de fer. Série américaine. Robert Dacier, le «*bon flic compréhensif mais intègre*» qui déjoue tous les mauvais tours. Vous remarquerez qu'il y a un noir dans son équipe de flics : c'est le symbole démagogique de l'accession d'une infime frange de la population noire américaine aux «honnes du capital».

21 h 30 : C'est-à-dire. Magazine d'actualité avec, ce soir, Georges Séguéy. Celui qui n'hésite pas à déclarer qu'il préfère 50 licenciements à 100. On pourra apprécier en conséquence la valeur des déclarations de celui qui prétend subordonner les luttes des travailleurs aux négociations.

FR3

19 H 55 et 22 H 10 : la bourgeoisie vous informe.

20 H 30 : Le diabolique docteur Mabuse (1960). Film de Fritz Lang. Mabuse est pour Lang le moyen de dénoncer le fascisme. Avec un premier fait en 1933, à l'arrivée d'Hitler, «Le testament du docteur Mabuse», Lang déclara : il «fut conçu pour dénoncer les méthodes terroristes d'Hitler». «L'ennui est que, sous l'influence puissante du style «*expressionniste*», ces films ont montré ce thème comme l'affrontement sinistre du bien et du mal. Le film de ce soir est le moins bon de tous et fortement influencé par le cinéma US d'Hollywood.

## Reims

## Grand succès de la projection des films «Comment Yukong déplaça les montagnes»

Des centaines de personnes (environ 2 500 entrées) ont assisté dans la semaine du 24 au 30 mai à la projection des films de Joris Ivens et Marceline Loidan organisée par le cinéma «Actualité» en collaboration avec le comité de Reims de l'Association des amitiés franco-chinoises.

Dans le hall, une exposition réalisée par les AFC montrait quelques aspects de la réalité en Chine populaire : on pouvait remarquer entre autres un panneau sur le Parti communiste chinois et un autre sur l'analyse que font les camarades chinois de l'URSS, superpuissance la plus dangereuse.

Dans la salle, ornée d'une banderole saluant l'amitié entre les peuples chinois et français, une grande exposition-vente de publications, brochures, etc. sur la Chine a eu un succès remarquable : ont été achetées affiches, papiers découpés, livres pour enfants mais aussi les œuvres de Mao Tsé-toung et bien d'autres livres sur tel ou tel aspect de la vie en République populaire de Chine.

Mais c'est bien sûr les films qui suscitèrent le plus d'intérêt, particulièrement «Une femme, une famille», «Autour du pétrole» et «L'Usine de générateurs». A travers ces films, c'est toute la Chine socialiste que l'on aperçoit : l'ardeur des masses, conduites par le Parti communiste, à construire le socialisme, à renforcer la dictature du prolétariat, à préparer l'instauration du communisme. Quelques images resteront gravées et nous renforceront dans notre combat : les vieux cheminots racontant leurs luttes héroïques, l'exemple de la Commune de Paris premier État de dictature du prolétariat et un des flambeaux de la Révolution culturelle en Chine, cet ouvrier foreur de Taking parlant de la liberté dont jouissent les ouvriers dans un État de dictature du prolétariat, la joie et l'ardeur révolutionnaire autour des drapeaux rouges, etc.

LE CAMARADE ENVER HOXHA RENCONTRE UN GROUPE D'OUVRIERS ET DE SPÉCIALISTES DU COMPLEXE SIDÉRURGIQUE D'ELBASAN (Communiqué de l'agence ATA du 30-4-76, réédité par la librairie Norman Béthune — 1 F)

Importante intervention d'Enver Hoxha, qui parle de la lutte de ligne menée récemment, au sein du PTA, contre un courant qui cherchait à éloigner l'Albanie de la Chine, à créer une scission dans le mouvement communiste international et à adopter une position conciliatrice envers le social-impérialisme russe

A lire et à diffuser largement.



Pour la correspondance avec le journal

téléphonez au : 607-23-75

Correspondant HR  
Reims le 30-05-76

# L'Humanité Rouge

document

## CHINE : Les nouveaux développements de la Révolution culturelle (2)

# QUI L'EMPORTERA, le prolétariat ou la bourgeoisie ?

Le 5 avril, c'est la Fête des morts en Chine. D'ordinaire les jeunes célèbrent ce jour-là la mémoire des héros révolutionnaires sur les hauts lieux de la révolution. Sur la place Tien-an-men à Pékin notamment. Cette année 76, la foule y est particulièrement nombreuse — plus de 100 000 personnes — car c'est à Chou En-laï que les jeunes rendent hommage par leurs poèmes et leurs déclarations.

Et pourtant ce ne sera pas une Fête des morts comme les autres à Tien-an-men. Dès le matin, tracts et poèmes oppositionnels sont distribués ; une minorité mène l'agitation autour de deux thèmes : nomination de Teng Siao-ping comme premier ministre, critique du Comité central et du président Mao présenté sous les traits de l'empereur Tsin Che-houang. Puis elle crée des incidents, met le feu aux bâtiments de l'armée, s'en prend aux miliciens. Vers 21 heures, alors que les habitants de Pékin ont quitté les lieux, elle est encerclée par des dizaines de milliers de miliciens ouvriers de la capitale. L'incident de la place Tien-an-men est clos. Quelques jours plus tard, plus d'un million d'ouvriers de la grande ville occupent de nouveau la place pour manifester leur soutien au Comité central et au président Mao. Il n'y en a jamais eu tant depuis la Révolution culturelle. Quelque chose d'important s'est passé en Chine en ce mois d'avril 1976.

A Paris, aussitôt, certains titrent «*Lutte pour la succession*», et leur héros devient Teng Siao-ping destitué à la suite de l'incident. D'autres, amis du peuple chinois, interrogent : «*Après la Révolution culturelle, il y a encore des opposants, comment cela est-il possible ?*»

Lutte pour la succession de Chou En-laï ? Autant de millions de Chinois se seraient-ils levés s'il s'agissait d'une rivalité intestine entre dirigeants ? Certainement pas. Incident négligeable, sans portée politique, fomenté par quelques individus ? Certainement pas non plus : ou cela a été prémédité, organisé, préparé de longue date par une campagne d'opinion ; et le peuple et les communistes chinois l'ont pris tout à fait au sérieux.

Alors ? L'incident de Tien-an-men reflète la lutte de classes qui se poursuit depuis la prise du pouvoir révolutionnaire et dont la Révolution culturelle a été un point important.

Qui l'emportera ? Voilà la question fondamentale posée en permanence.

Après Liou Chao-chi et Lin Piao, Teng Siao-ping s'est fait le défenseur de la politique bourgeoise à la tête de l'État et du Parti.

Y aurait-il un éternel recommencement ? La Chine n'a-t-elle pas avancé depuis 1966 ?

Ce serait une erreur de le croire. En dix années de luttes et de réflexions sur ces luttes, les masses révolutionnaires et les communistes chinois ont appris, beaucoup appris, aussi bien sur le caractère, l'origine et les méthodes de l'ennemi de classe tapi au cœur de la société socialiste que sur la nécessité impérative d'exercer le pouvoir prolétarien contre lui.

Ces deux aspects éclairent l'incident de Tien-an-men.

### CONTRE LA BOURGEOISIE

#### L'ancienne bourgeoisie

Il reste en Chine, les anciens bourgeois d'avant 1949, les anciens propriétaires fon-

ciers, les anciens fonctionnaires de Tchang Kaï-shek, les ex-banquiers et ex-négociants. Tous ne sont pas à Taïwan ; tous ne sont pas morts. Lors de la Révolution culturelle, bon nombre d'entre eux ont exhibé leur ancien titre de propriété ; ils ont cru qu'avec Liou Chao-chi, leur heure était revenue, et pleins d'arrogance, ils ont parfois voulu reprendre leurs anciens privilèges ; ils ont gardé des liens entre eux, des contacts avec l'étranger ; ils sont à l'affût de la moindre difficulté pour reprendre les rênes économiques et politiques en mains.

#### ... et la nouvelle bourgeoisie

Mais ce n'est pas tout ; il y a les autres, les «*nouveaux bourgeois*» engendrés par la société socialiste elle-même. La constatation d'un tel phénomène n'est, quant à elle, pas nouvelle du tout. Déjà Lénine, étudiant la lutte des classes au sein de la jeune société soviétique, observait :

«*Oui, en renversant les propriétaires fonciers et la bourgeoisie, nous avons déblayé la voie au socialisme, mais nous n'en avons pas bâti l'édifice. Et sur le terrain où une génération a fait place nette, on voit constamment paraître dans l'histoire des générations nouvelles, pourvu que la terre enfante, et elle enfante des bourgeois à profusion. Et ceux qui considèrent la victoire sur les capitalistes du point de vue des petits propriétaires "ils ont empêché, maintenant c'est notre tour !" donnent naissance à une nouvelle génération de bourgeois*».



Les enseignants et les étudiants de l'université de Pékin manifestent leur soutien au Comité central et au président Mao à la suite de l'incident contre-révolutionnaire de la place Tien-an-men (photo Chine nouvelle).

Qui sont-ils, ces nouveaux bourgeois ? Ils se recrutent dans l'appareil d'État et dans le parti : tel par exemple qui a fait des études, a obtenu un poste de responsable et tente d'en tirer avantages et pouvoir. Ils peuvent se recruter dans la classe ouvrière ; tel ouvrier qualifié, ancien artisan, souhaite prendre sa retraite à 40 ans : «*dans le socialisme, il n'y a pas de chômage, je gagnerai bien !*» Tel autre travaille «*au noir*» à ses heures de loisir. Telle famille paysanne s'active sans répit dans son jardin et néglige le travail collectif, etc.

#### ... engendrée par le «*droit bourgeois*»

Mais ceux-là même qui cherchent à tirer profit de la société socialiste ne sont pas plus «*mauvais*» ou plus «*bourgeois*» que d'autres... Il existe un terrain favorable hérité de la société capitaliste et qui engendre

de telles attitudes : c'est le «*droit bourgeois*».

Cela est vrai : pour l'essentiel la propriété privée des moyens de production n'existe plus en Chine. Cependant existent deux formes de la propriété socialiste : la propriété du peuple tout entier — surtout dans le secteur industriel — et la propriété collective, surtout à la campagne. Du point de vue de la propriété, le droit bourgeois n'a pas été encore totalement supprimé ; par ailleurs il ne suffit pas que la propriété soit juridiquement socialiste pour que les usines, les moyens de transport... appartiennent *effectivement* à la classe ouvrière. Comme l'a souligné le président Mao, avant la Révolution culturelle, la notion de rentabilité, le système des primes, faisaient de bien des usines chinoises, *de fait*, des usines gérées sur le mode capitaliste. Ainsi, dans l'URSS d'aujourd'hui, en apparence la propriété est au peuple tout entier, en fait c'est une classe monopoliste bureaucratique qui s'est approprié les moyens de production.

Plus encore, le droit bourgeois subsiste dans les rapports entre les hommes et dans la répartition des richesses.

De l'existence des deux formes de propriété socialiste, résulte la nécessité du système marchand. Et sur cette base, la possibilité de naissance d'éléments bourgeois. Un exemple cité par des ouvriers de l'aciérie No 5 de Shanghai, lors d'une interview réalisée par un collaborateur de «*Aujourd'hui la Chine*» (mai 1976) : l'un des ouvriers de l'usine faisait le tour des magasins

#### ... souhaitent restaurer le capitalisme

Mais une chose est sûre, dans la société socialiste, de telles aspirations ne s'expriment pas ouvertement. La bourgeoisie battue par la classe ouvrière, se cache : elle brandit le drapeau rouge pour masquer ses projets, s'infiltré dans le parti et l'État, (nous y reviendrons), elle n'avoue jamais ses véritables desseins ; le plus souvent, les bourgeois ancienne manière utilisent les nouveaux bourgeois pour avancer leurs pions ; ainsi des jeunes, inexpérimentés et séduits par les honneurs ou par l'argent, se sont fait corrompre par des tenants déclarés de la vieille société.

Pour maintenir ses positions, la bourgeoisie recourt aux vieilles idéologies réactionnaires : en Chine, c'est le confucianisme, «*ce couteau doux qui coupe la tête en douceur sans que la victime s'en aperçoive*», qui a permis aux classes exploiteuses d'assurer leur domination. La critique de Lin Piao a mis en lumière comment la ligne bourgeoise se sert des vieilles idées, de la morale et modes de pensée traditionnels. (cf Prolétariat No 6).

### ... EXERCER LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

Au terme de plus de 25 ans de socialisme, l'ennemi de classe a été débusqué, analysé, circonscrit ; le peuple chinois connaît son existence, la source qui l'engendre, ses méthodes ; il a fait de multiples fois l'épreuve de son acharnement à reprendre le pouvoir. D'où sa détermination à maintenir et renforcer la dictature du prolétariat.

Depuis 1949, cet objectif est poursuivi par le Parti communiste chinois ; en témoignent la transformation socialiste du système de propriété, les grandes luttes contre les droitières bourgeois de 1957 et 1959. Cependant, comme l'a indiqué Mao Tsé-toung en 1967 :

«*Dans le passé, nous avons mené la lutte dans les campagnes, les usines et les milieux culturels, entrepris le mouvement d'éducation socialiste, sans parvenir pour autant à résoudre le problème, parce que nous n'avions pas trouvé une forme, une méthode permettant de mobiliser les larges masses ouvertement, dans tous les domaines, à partir de la base, pour qu'elles dénoncent notre côté sombre.*»

Cette forme, cette méthode, c'est la Révolution culturelle, révolution qui a permis au combat entre prolétariat et bourgeoisie d'avancer d'un grand pas. Car,

— elle met en mouvement les plus larges masses de la classe ouvrière et du peuple

— elle attaque tous les bastions privilégiés de la bourgeoisie : elle limite le «*droit bourgeois*», s'intéresse à tous les domaines de la superstructure (école, art, institutions, morale, idéologies...)

C'est une dictature *intégrale* du prolétariat sur la bourgeoisie qui est exercée en Chine aujourd'hui.

Qui l'emportera de la bourgeoisie et du prolétariat, du capitalisme ou du socialisme ? C'est le prolétariat, s'il exerce intégralement sa dictature de classe. Voilà la leçon de 10 années de luttes.

L'enjeu principal du combat de classe engagé, car il est l'instrument principal du prolétariat, c'est le Parti communiste. Nous examinerons cet aspect dans le prochain article.